

Notre Agenda Commun : Examen de Cinq Rapports sur le Développement Durable de l'ONU 75

Article initialement paru dans « The Cadmus Journal » le 29 Novembre, 2021 | par

[Michael Marien](#)

Directeur principal, « The Security & Sustainability Guide » ; Membre de l'Académie Mondiale des Arts et des Sciences Site
Web : www.globalforesightbooks.org

Notre Agenda Commun : Rapport du Secrétaire général (ONU, septembre 2021, 84p)

Notre Agenda pour l'avenir : une vision et un plan pour les prochaines et futures générations (UN, Sept 2021, 54p)

Façonner notre avenir ensemble : écouter les priorités des gens pour l'avenir et leurs idées d'action (UN, Jan 2021, 92p)

L'avenir que nous voulons, les Nations Unies dont nous avons besoin (UN, Sept 2020, 94p)

Déclaration sur la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (UN, Sept 2020, 4p)

Résumé

Antonio Guterres avertit que la COVID-19 bouleverse notre monde, menace notre santé, détruit les moyens de subsistance et creuse les inégalités. Six domaines d'action sont décrits, y compris de nouvelles façons de travailler ensemble, une nouvelle donne mondiale, de nouvelles mesures économiques et un engagement significatif des jeunes, ainsi que de nombreuses propositions spécifiques telles qu'un Plan Mondial de Vaccination, un Nouvel Agenda pour la Paix, un Bureau des Nations Unies pour la Jeunesse, un Envoyé Spécial pour les Générations Futures, un Sommet sur l'Avenir, un Laboratoire pour l'Avenir, et une Organisation des Nations Unies 2.0 avec un Conseil de Sécurité élargi. Cet examen de Notre Agenda Commun mentionne brièvement quatre rapports antérieurs de l'ONU 75 – une vision pour les prochaines et futures générations, deux enquêtes sur les priorités des populations pour l'avenir et une Déclaration de l'Assemblée Générale de Septembre 2020 décrivant 12 engagements – et une comparaison avec certaines des propositions de Notre Avenir à Tous, le « Rapport Brundtland » de 1987 de la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement.

1. Arrière-plan

Le 75^e anniversaire des Nations Unies, ainsi que la pandémie de COVID-19, ont suscité la Déclaration de 2020 selon laquelle il reste encore beaucoup à faire et que *le Programme de Développement Durable à l'horizon 2030 est notre feuille de route et sa mise en œuvre une nécessité pour notre survie. Des efforts urgents sont nécessaires... ne sont pas là pour nous*

réjouir... Nous sommes ici pour agir... nous sommes ici pour assurer l'avenir que nous voulons et l'ONU dont nous avons besoin. La Déclaration a défini 12 engagements : ne laisser personne de côté, protéger la planète, promouvoir la paix et prévenir les conflits, respecter le droit international et garantir la justice, placer les femmes et les filles au centre, instaurer la confiance, améliorer la coopération numérique, moderniser l'ONU, assurer un financement durable, renforcer les partenariats, écouter et travailler avec les jeunes, et être prêts à réduire les risques et à rendre nos systèmes plus résilients. Elle s'est terminée par une demande au Secrétaire Général de lui faire un retour avec des propositions *visant à faire avancer notre programme commun et à relever les défis actuels et futurs* (italiques ajoutés).

« Le moment est venu de corriger cet « angle mort flagrant » dans la façon dont nous mesurons la prospérité et le progrès ; de nouvelles mesures sont nécessaires pour compléter le PIB, qui ne parvient pas à rendre compte de la destruction humaine et environnementale de certaines entreprises. »

Cette déclaration a été suivie par « L'Avenir que Nous Voulons » (« The Future We Want »), qui a synthétisé cinq flux de données impliquant >1 million de participants, et a influencé la conférence virtuelle ONUG-AMAS de décembre 2020 sur le **Leadership Mondial pour le 21e siècle**, avec > 800 participants dans 16 groupes de travail, sur la nécessité pour les dirigeants de suivre le rythme d'un monde en mutation. **Façonner notre Avenir Ensemble** (« **Shaping Our Future Together**»), à travers des enquêtes et des dialogues, a fait état des espoirs et des craintes de > 1,5 million de personnes dans les 193 États membres de l'ONU. À la lumière de la pandémie de COVID-19, la priorité immédiate à court terme à l'échelle mondiale était l'accès universel aux soins de santé. La priorité numéro un à long terme était une meilleure protection de l'environnement.

Notre Agenda pour l'Avenir a répondu à une invitation du Secrétaire Général invitant les jeunes à prendre place à la table en tant que « concepteurs de leur propre avenir ». Huit Membres de la Génération A Venir (« Next Generation Fellows »), sollicitant des propositions de jeunes du monde entier, ont appelé à un « New Deal pour une Nouvelle Génération », dans la mesure où les moins de 30 ans représentent près de la moitié de la population mondiale et > 10 milliards de personnes sont susceptibles de naître pendant le reste du 21e siècle. Le New Deal prend en compte le droit d'apprendre ce qui est nécessaire pour s'épanouir, garantir un travail véritable, reconstruire plus vert après la pandémie, les changements transformateurs, l'accès à la justice, reconstruire le contrat social, soutenir les mouvements dirigés par des jeunes, rajeunir le multilatéralisme avec une stratégie des Nations Unies Jeunesse 2030, un réseau mondial d'envoyés pour la jeunesse, une réunion annuelle de haut niveau pour les jeunes, et plus encore.

2. Rapport du Secrétaire Général

Tous ces courants participatifs ont été intégrés dans **Notre Agenda Commun**, qui commence par une déclaration d'António Guterres selon laquelle *nous sommes à un point d'inflexion de l'histoire avec COVID-19 bouleversant notre monde, menaçant notre santé, détruisant les économies et les moyens de subsistance, et aggravant la pauvreté et les inégalités.* (italiques ajoutés). Le Secrétaire général poursuit en déclarant que l'humanité est confrontée à un choix difficile et urgent : une rupture ou une percée, avec les deux scénarios clairement décrits aux pages 15 et 16. *L'effondrement* implique des pandémies plus meurtrières, une planète inhabitable, l'érosion des droits de l'homme, une pauvreté croissante, de nouveaux types de guerre, des biens publics sous-financés, etc. *La percée* vers un avenir plus vert et plus sûr

nécessite une reprise durable après la pandémie, des personnes et une planète en bonne santé, une augmentation de la température mondiale limitée à 1,5 ° C, un engagement en faveur des droits de l'homme, une éducation de qualité et un apprentissage tout au long de la vie, des écosystèmes préservés pour les générations futures, la lutte contre les flux financiers illicites et l'évasion fiscale, etc.

« Un système multilatéral plus fort, plus interconnecté et inclusif est nécessaire, ancré au sein de l'ONU. »

Le programme d'action est « conçu pour accélérer la mise en œuvre des accords existants, y compris les objectifs de développement durable ». Six domaines d'action sont décrits :

1. *Solidarité mondiale* : trouver de nouvelles façons de travailler ensemble, ce qui doit inclure un plan mondial de vaccination contre la COVID-19 et des mesures audacieuses pour faire face à la triple crise du dérèglement climatique, de la perte de biodiversité et de la pollution qui détruit la planète.
2. *Contrat social renouvelé* : pour rétablir la confiance et adopter une vision globale des droits de l'homme, fournir de meilleurs biens publics, des consultations nationales d'écoute dans tous les pays et une participation égale des femmes et des filles ;
3. *Mettre Fin à la Guerre contre la science* : cette infodémie sévit dans notre monde ; toutes les décisions politiques et budgétaires devraient être soutenues par la science et l'expertise, avec un code de conduite mondial pour promouvoir l'intégrité de l'information publique ;
4. *Mesurer le progrès économique* : le moment est venu de corriger cet angle mort flagrant dans la façon dont nous mesurons la prospérité et le progrès ; de nouvelles mesures sont nécessaires pour compléter le PIB, qui ne parvient pas à saisir la destruction humaine et environnementale de certaines entreprises ;
5. *Jeunes et générations futures* : le moment est venu de penser à long terme et d'encourager un engagement significatif des jeunes ; une Déclaration sur les Générations Futures est proposée, ainsi qu'un rapport régulier sur la prospective stratégique et les risques mondiaux ;
6. *Un multilatéralisme efficace* : un système multilatéral plus fort, plus interconnecté et inclusif est nécessaire, ancré au sein de l'ONU; propose également un nouveau programme pour la paix, une participation plus forte de toutes les parties prenantes concernées et un Pacte numérique mondial.

De nombreuses autres propositions sont faites, notamment :

- Un Plan Mondial de Vaccination pour au moins doubler la production de vaccins et assurer une distribution équitable, tout en s'attaquant au grave problème de la réticence à la vaccination ;
- Un Conseil Consultatif de Haut Niveau dirigé par d'anciens chefs d'État et de gouvernement, pour identifier les biens publics mondiaux où des améliorations de la gouvernance sont les plus nécessaires ;
- Un Bureau des Nations Unies pour la Jeunesse au sein du Secrétariat, pour intégrer les activités actuelles du Bureau de l'Envoyé pour la Jeunesse et servir de point d'ancrage pour la coordination des questions relatives à la jeunesse des Nations Unies ;
- Un Sommet sur la transformation de l'éducation en 2022 pour s'appuyer sur les travaux à venir de la Commission internationale sur les Futurs de l'Education et aider

- les enfants et les jeunes à rattraper leur retard d'apprentissage pendant la pandémie et à défendre l'apprentissage tout au long de la vie pour tous ;
- Un envoyé spécial pour les générations futures chargé d'appuyer les travaux sur la réflexion et la prospective à long terme, en donnant la parole à ce qui est encore à naître initié par le Conseil de Tutelle ;
 - Un Nouvel Agenda pour la Paix axé sur la réduction des risques stratégiques, la refonte des réponses à toutes les formes de violence, l'investissement dans la prévention et la consolidation de la paix, le soutien à la prévention régionale et placer les femmes et les filles au centre de la politique de sécurité ;
 - Un Plan Mondial d'Accélération pour l'Égalité des Sexes, la promotion de la parité des sexes dans tous les domaines, l'abrogation de toutes les lois discriminatoires à l'égard des femmes, un soutien accru aux femmes entrepreneurs, etc.
 - Un Laboratoire sur l'Avenir pour mener des évaluations d'impact, rendre compte des mégatendances et des risques catastrophiques, et renforcer la prospective stratégique et la prise de décision anticipée « qui valorise l'avenir au lieu de l'écarter » ;
 - Un Sommet de l'Avenir pour forger un nouveau consensus mondial sur ce à quoi devrait ressembler notre avenir et ce qui peut être fait pour le garantir ;
 - Un Sommet Social Mondial en 2025 sur les socles universels de protection sociale et la couverture sanitaire, le logement convenable, le travail décent et l'éducation pour tous ;
 - Des mesures visant à aider et à protéger les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, à mettre fin à l'apatridie en comblant les lacunes juridiques et à mettre en pratique le Pacte Mondial sur les Réfugiés ;
 - L'ONU dans un monde en réseau en tant que Rassembleur qui établit un consensus autour des priorités et des stratégies et soutient les approches en réseau à travers différents piliers thématiques, dont la paix et la sécurité, le développement, le climat, les droits de l'homme et la réponse humanitaire;
 - Un Groupe Consultatif sur les Gouvernements Locaux et Régionaux, afin de renforcer la collaboration avec les autorités infranationales et d'améliorer les contributions à l'ONU ;
 - Renforcement de la gouvernance de nos biens communs mondiaux et de nos biens publics mondiaux grâce à une nouvelle détermination et à de nouvelles façons de travailler ensemble – « une tâche de plus en plus urgente » ;
 - Une nouvelle stratégie du Bureau du Pacte mondial pour promouvoir ses 10 principes, élargir son réseau, accroître les ambitions et renforcer l'engagement, la responsabilisation et les partenariats du secteur privé pour un plus large éventail d'entreprises ;
 - Un système fiscal international réformé qui réponde aux réalités de la croissance du commerce et de l'investissement transfrontaliers et à la nécessité de réduire la concurrence fiscale dommageable ;
 - Un point focal dédié pour les acteurs de la société civile afin de contribuer aux niveaux national et mondial, ainsi que lors des réunions des Nations Unies ; « Nous cartographierons et surveillerons régulièrement nos relations avec la société civile dans l'ensemble du système afin d'assurer un meilleur engagement » ;
 - Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats s'appuiera sur les possibilités d'une plus grande inclusion, avec des solutions numériques et des réunions hybrides permettant à des acteurs plus diversifiés de participer sans limites de visas, de financement, de voyages, de fuseaux horaires et de langue ;
 - Pour rendre l'ONU plus efficace, « nous développerons de nouvelles compétences qui favorisent l'agilité, l'intégration et la cohésion dans l'ensemble du système » ;

- Une « Organisation des Nations Unies 2.0 » en élargissant le Conseil de Sécurité, en rationalisant les résolutions de l'Assemblée générale, en transformant le Conseil de tutelle en un organe multipartite chargé de relever les nouveaux défis, en renforçant le Conseil économique et social et en élargissant le rôle de la Commission de consolidation de la paix à d'autres contextes.

3. Commentaires et Comparaison avec 1987

Un éventail exaltant et épuisant de propositions, nouvelles et anciennes, générales et spécifiques, déjà en cours et encore éloignées, faciles et difficiles, pratiques et idéalistes. Un index aurait été utile pour la navigation, bien qu'il existe plusieurs diagrammes et graphiques utiles.

« Si nous sommes effectivement à « un point d'inflexion dans l'histoire » – une vérité plausible – et que l'urgence des préoccupations de l'ONU pour 2021 est encore plus marquée, nous sommes en droit d'attendre beaucoup plus que les appels habituels au multilatéralisme et aux programmes d'action. »

Plus important encore, une grande campagne publicitaire est nécessaire. Ce commentateur (votre serviteur) aux États-Unis suit l'actualité dans les magazines, les journaux et les émissions de télévision et n'a pas encore vu d'avis sur cet important rapport ou ses prédécesseurs. Peut-être que cela a fait sensation dans d'autres pays, peut-être que des critiques sont à venir, ou peut-être qu'ils ont été manqués. **Notre Agenda Commun** mérite l'attention et le débat par le biais de reportages approfondis, d'éditoriaux de soutien ou critiques, de numéros spéciaux de grandes revues telles que *Foreign Affairs* et d'apparitions de partisans dans des talk-shows télévisés. Même des publicités payées par des entreprises et des ONG, en soutien, si nécessaire. Jusqu'à présent, à ma connaissance, rien que le silence.

Le rapport 2021 du Secrétaire Général évoque à la fois des similitudes et des différences avec « **Notre Avenir Commun** » (« **Our Common Future** »), tiré de la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (Oxford University Press, 1987, 383p). L'avant-propos de la Présidente Gro Harlem Brundtland indiquait que cet « appel urgent » de l'Assemblée Générale des Nations Unies demandait à la Commission de formuler « un programme mondial pour le changement ». Elle a poursuivi : « Après une décennie et demie d'immobilisme, voire de détérioration de la coopération mondiale, je crois que le temps est venu d'avoir des attentes plus élevées, d'atteindre des objectifs communs poursuivis ensemble, d'accroître la volonté politique d'aborder notre avenir commun ».

Les chapitres décrivaient les « mesures urgentes » nécessaires pour limiter la croissance démographique à 6 milliards de personnes, assurer la sécurité alimentaire, contre la disparition des espèces et des écosystèmes menacés, pour l'efficacité énergétique, contre les produits chimiques industriels et agricoles dangereux, contre la pollution de l'espace orbital, pour l'urbanisation, pour la gestion des biens communs mondiaux, contre la menace nucléaire, contre la croissance de la « culture de l'armement », pour l'élargissement de la notion traditionnelle de « sécurité », contre la pauvreté, l'inégalité et pour le développement durable - toutes mesures qui ne compromettent pas la capacité des générations futures et répondent à leurs besoins.

Les propositions comprenaient un retour au multilatéralisme (« notre tâche la plus urgente aujourd'hui »), l'augmentation des flux financiers vers les pays en développement, la maîtrise des coûts de la pollution atmosphérique, le potentiel des sources d'énergie renouvelables,

produire plus avec moins, des progrès majeurs dans la gestion des océans nécessitant un traitement mondial, l'évolution du système du Traité sur l'Antarctique, la gestion des « interrelations entre la sécurité et le développement durable » et la sécurité militaire par rapport à la sécurité environnementale, établir un programme d'évaluation des risques mondiaux, accroître le rôle de la communauté scientifique et des ONG (souvent « une alternative efficace et efficace aux organismes publics ») et un programme d'action des Nations Unies pour le développement durable.

En résumé, ce qui est nouveau dans le rapport de 2021, c'est l'inquiétude suscitée par la COVID-19 et les pandémies futures, le réchauffement climatique, l'effondrement de l'Arctique, le nombre croissant de migrants et de réfugiés, une « infodémie » de désinformation, la nécessité d'un nouvel accord mondial et l'accent mis sur la jeunesse, l'égalité des sexes et la prévoyance. Mais aucune mention n'est faite de la population humaine – qui approche maintenant les 8 milliards de personnes et devrait atteindre 10 milliards plus tard au cours de ce siècle alors que les habitats habitables déclinent – et bon nombre des préoccupations « urgentes » de 1987 sont toujours présentes, certaines s'aggravant et d'autres s'améliorant.

Si nous sommes effectivement à « un point d'inflexion dans l'histoire » – une vérité plausible – et que l'urgence des préoccupations de l'ONU pour 2021 est encore plus marquée, nous sommes en droit d'attendre beaucoup plus que les appels habituels au multilatéralisme et aux programmes d'action, en explorant les cinq P:

- Faire appel à davantage de Partenariats et de Participations,
- Ainsi qu'une Publicité abondante,
- Une Pédagogie empirique pour le 21e siècle,
- Et l'engagement Politique à tous les niveaux en faisant pression sur les contre-arguments même à moitié sérieux.

Il n'y en a aucun à négliger, y compris parmi les soi-disant conservateurs et leur discours « nous ne pouvons pas nous le permettre » ; nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas le faire.